

ATTAC, mouvement altermondialiste, veut changer le monde sans prendre le pouvoir. Nous luttons pour un monde plus démocratique, plus solidaire, plus écologique. Nous analysons et combattons la pensée unique de l'idéologie néolibérale et ses armes économiques (fonds de pension, paradis fiscaux, institutions financières internationales, dette du tiers-monde...). Nous soutenons les alternatives concrètes d'une société plus juste : fiscalité et taxes globales, système de solidarité nationale, services publics efficaces, respect du bien commun et de l'écosystème, institutions plus démocratiques. Avec nos groupes dans 50 pays et nos 200 comités locaux en France, nous sommes actifs au niveau international, national et local. Nous croyons fermement que d'autres mondes sont possibles. Rejoignez-nous !



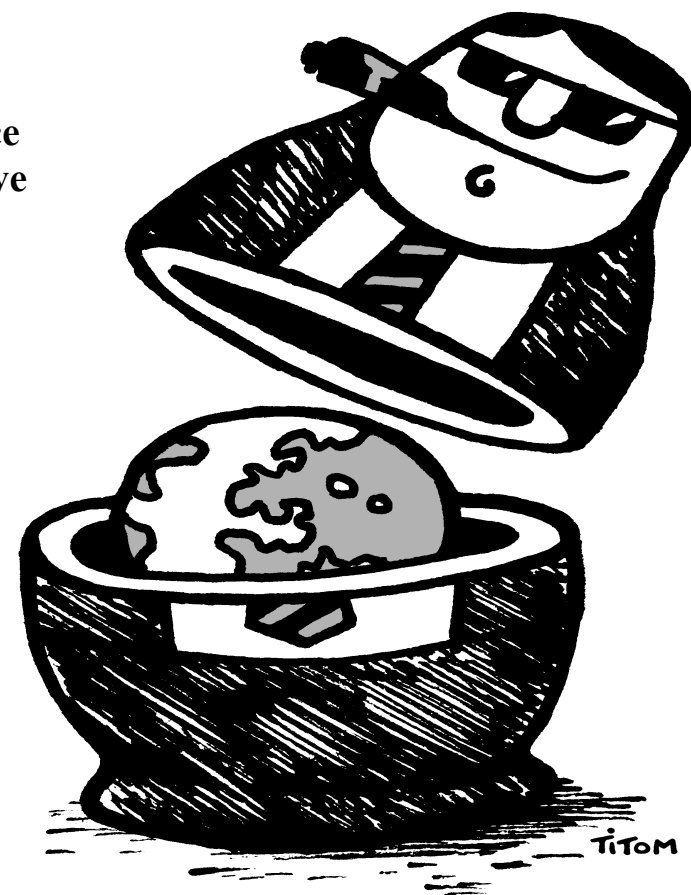
Le livret que vous tenez entre vos mains a été réalisé par le groupe de travail sur la crise financière d'Attac 45. Pour en savoir plus, visitez notre site, contactez-nous ou venez nous rencontrer !

Attac 45  
46 ter rue Sainte Catherine  
45000 Orléans

attac45@attac.org  
www.local.attac.org/attac45

# de la crise financière à la crise économique !

8 clés pour vraiment comprendre ce qui nous arrive



%  
réalisé par  
ATTAC 45

prix libre

# une crise mondiale !

C'est la politique économique mondiale des 30 dernières années, le néolibéralisme (p.3), qui a préparé cette catastrophe. D'énormes concentrations privées de capital, les fonds d'investissement (p.5), se sont créées et enrichies au détriment des salaires et en spéculant à la Bourse (p.7) ; tout en se protégeant dans les paradis fiscaux (p.6), hors de tout contrôle. Ceci avec la complicité de la plupart des décideurs politiques. Mais à force de vendre des valeurs surévaluées et mélangées à des titres douteux, la bulle finit par éclater, et c'est la crise !



Celle dans laquelle nous sommes plongés, la plus grave depuis 1929, a démarré aux Etats-Unis à l'été 2007. Elle a rapidement gagné tous les pays du monde. En France comme partout, c'est aussi, par effet de dominos, l'économie réelle qui est touchée. Et donc notre vie de tous les jours (p.9) : chômage, dégradation du niveau de vie... Ce n'est que le début. Intoxiqués par l'idéologie néolibérale, aucun pays, pas plus que l'Union européenne (p.8), n'a été capable de proposer de plans de sauvetage (p.10) modifiant le système en profondeur.

Pourtant, il existe des solutions alternatives (p.11) : elles sont une remise en cause radicale du système actuel, et sont tournées vers les valeurs de solidarité, de justice sociale, de coopération, d'écologie. Il serait grand temps...

Les termes soulignés sont présentés dans les pages qui suivent. Ce livret vous propose de comprendre en 8 points les éléments essentiels de la crise financière ; afin de voir où nous allons, et ce qu'il faudrait faire !

# ce que nous devons exiger

Remettre le système actuel à flot, c'est poser des pansements sur une jambe de bois, en attendant le prochain désastre ! Il faut mettre fin à l'emprise de la finance sur l'ensemble de la société.

## Refuser que les populations paient pour les profiteurs

- Ce ne sont pas les citoyens du monde, déjà touchés par la crise, qui doivent payer en plus pour les banques. Un impôt spécifique doit toucher tous ceux qui ont profité du néolibéralisme et de la crise, car il faut stopper l'aggravation des inégalités et la soumission des sociétés à la finance.

## Renforcer le secteur bancaire public coopératif

- Des banques importantes, qui ne cherchent pas le profit, devraient être publiques pour assurer un développement équitable.

## Refonder le système monétaire et financier international

- Il faut créer, avec les Nations Unies, un vrai système mondial, démocratique et solidaire, qui privilégie le bien-être des peuples et non pas la finance.

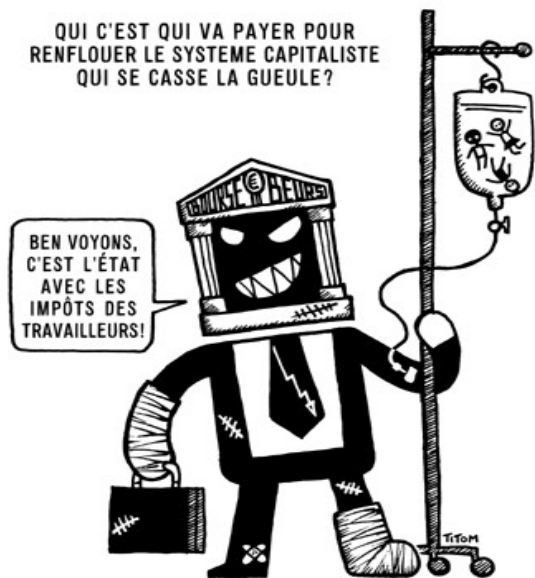
## Briser les reins de la finance et mettre en place un monde solidaire, démocratique et écologique pour tous !

- Taxer les transferts financiers, afin de réduire la spéculation
- Instaurer une imposition progressive des revenus du capital, afin de ralentir les marchés financiers et les courses au profit.
- Fermer les paradis fiscaux ; interdire les fonds spéculatifs.
- Mettre en oeuvre une nouvelle répartition des revenus, préserver les services publics et la protection sociale, consacrer des ressources importantes aux investissements écologiques.



# les riches sauvés par les citoyens !

Une seule solution s'offre à nous : sauver les banques ou être tous emportés dans leur faillite. C'est une vraie prise d'otage ! Pire, les plans de sauvetage proposés sont en totale contradiction avec les grands discours sur la « moralisation » du capitalisme financier...



## Privatiser les profits, nationaliser les pertes

Les différents plans (2000 milliards d'euros en Europe, 700 milliards de dollars aux Etats-Unis) ne visent pas à une nationalisation des banques dans l'objectif de mieux les réguler, mais représentent de simples injections d'argent dans l'attente du rétablissement des profits. Les milliards engagés ne prévoient quasiment aucune contrainte, alors qu'une réorientation sociale et écologique des marchés est indispensable. Leur mise en place n'a pas fait cesser la volatilité des bourses ni les restrictions de crédits, et ne prend jamais en compte la récession qui nous touche déjà...

## Navigation à l'aveuglette

Dire que ces pays qui se déroberont quand on leur parle de lutte contre la pauvreté, de changement climatique ou de la protection des droits humains, trouvent miraculeusement des fonds offerts sans conditions aux requins de la finance ! Mais au sauvetage des banques s'ajouteront bientôt les conséquences de la crise sur l'économie réelle. Tous travaillent à la "relance" de secteurs industriels vieillissants, jamais remis en question. Alors que l'Union Européenne, les USA ou le FMI s'appêtent à injecter des milliards d'euros d'argent "réel", ne faut-il pas compléter ces mesures par la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial ?

Ces plans de sauvetage n'apportent rien d'autre qu'un accroissement des inégalités, et la pérennisation d'un système basé sur l'exploitation des travailleurs et l'endettement. Le récent G20 n'a fait que réaffirmer la mainmise du néolibéralisme sur l'économie mondiale : les conséquences sociales et environnementales de la crise n'en seront que renforcées en 2009.

# comment on en est arrivés là (I)

La crise financière et économique est le résultat de 25 ans de réformes néolibérales (innovation financière spéculative et déréglementation), menées dans la quasi-totalité des pays du monde. Ces politiques ont entraîné deux conséquences majeures :

## Une explosion des inégalités

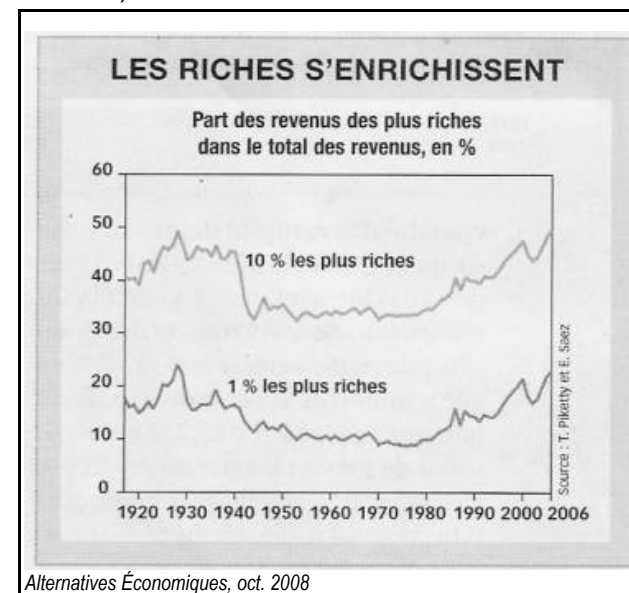
Celle-ci est le résultat d'une série de facteurs : la pression exercée sur les salariés par les détenteurs de capitaux, la concurrence ouverte et mondialisée, la montée du chômage qui place les salariés en situation de concurrence entre eux... Ce qui a permis de faire progresser considérablement la rémunération du capital au détriment des salaires.

Partout la part des richesses allant au salaire a baissé de 5 à 9% (soit environ 100 milliards d'euros dans un pays comme la France). Aux Etats-Unis, entre 1966 et 2001, l'augmentation des revenus a atteint 121% pour le 1% le mieux payé... et 617% pour le 1 pour 10 000 (donc 0,01%) le mieux payé !

## La constitution d'une masse de capitaux vertigineuse

Vertigineuse et historique ! La modification du partage des richesses s'est accompagnée du développement des fonds de pension. En 2006, la fortune des millionnaires était estimée à 30 000 milliards de dollars sur la planète (en hausse de 8% par an depuis le début des années 90).

Aux Etats-Unis, la moitié la plus pauvre des Américains ne possède que 2,5% de la fortune nationale ; les 10% les plus riches 70%. Cette concentration des richesses entre les mains de quelques-uns est le terreau idéal pour la constitution de bulles spéculatives et fait stagner la consommation (puisque les fruits de la croissance ne vont pas aux salariés).



## comment on en est arrivés là (II)

En 2008 l'ampleur des inégalités constatées aux Etats-Unis (et partout dans le monde) atteignait un record vieux de 80 ans : celui de 1929. Ce climat lourd de risque a été aggravé par deux phénomènes concomitants:

- la déréglementation des marchés financiers permettant aux institutions financières de prendre tous les risques en inventant tous les jours des produits financiers toujours plus complexes et opaques.
- le recours systématique au crédit pour soutenir une croissance faible car non stimulée par la redistribution des gains de productivité sur les salaires.

Au cours des années 90 de nombreux krachs ont déjà eu lieu. Aucune modification de la situation n'est alors décidée : au contraire, les inégalités continuent à se creuser et la déréglementation des marchés est renforcée. Les conditions sont donc pires, par aveuglement idéologique des élites qui bénéficient de ce système...

### Et pour finir, une spéculation hors de tout contrôle

En 2001, la bulle provoquée par la spéculation effrénée sur les valeurs internet éclate, car les profits attendus ne sont pas au rendez-vous. Certains de ces capitaux investissent alors dans le crédit immobilier à risque : on fait payer des intérêts énormes aux américains pauvres pour qu'ils puissent devenir propriétaires (les subprimes).

Les banques savent que certains clients ne pourront pas rembourser leurs crédits, mais ça n'est pas grave (pensent-ils!) car leurs logements sont hypothéqués, et grâce à la spéculation immobilière qui fait grimper les prix, en cas de défaut de paiement, les banques revendront leurs biens en faisant du bénéfice !



Mais le marché de l'immobilier se retourne, les ménages ne peuvent plus rembourser les intérêts aux banques ! Les banques vont alors chercher à refiler à d'autres ces crédits hypothécaires en les glissant dans des packs de placements comprenant des produits plus sûrs : c'est la titrisation. Ces produits financiers complexes et opaques vont faire l'objet d'une spéculation

énorme. La bulle sur les produits titrisés, sur l'immobilier, se double d'une euphorie boursière sur les marchés d'actions. Dès lors l'explosion de la bulle devient inéluctable.... Et nous voilà courant 2007.

## pourquoi la crise va nous appauvrir

### Parce que les actions “pourries” étaient financées par tout le monde !

- ◆ Les sociétés bancaires qui spéculent.
- ◆ Des collectivités locales (Saint-Etienne : 75 crédits, 375 millions de dette), des sociétés HLM et même des hôpitaux, dont l'argent avait été investi par leurs banques pour spéculer.
- ◆ Le citoyen qui a investi dans l'épargne salariale (11 millions de personnes en France), la retraite par capitalisation (51 millions de personnes aux USA), les actions (la moitié de la population britannique).

### Parce que pour se refaire, les banques prêtent pour plus cher. Conséquences :

- ◆ Les entreprises ont plus de mal à financer leurs investissements : c'est autant d'emplois à venir en moins. On supprime déjà les postes intérimaires, et les CDI commencent à être victimes de chômage technique. Donc explosion de la précarité, du chômage et du nombre de SDF.
- ◆ Les collectivités locales ont plus de mal à trouver une banque qui aide à financer leurs activités : les nouveaux investissements ne pourront être supportés qu'avec une augmentation des impôts locaux.
- ◆ Les particuliers ont plus de mal à emprunter pour acheter, ainsi qu'à rembourser leurs prêts actuels (3 millions de maisons auront été saisies en 2008 aux USA).

### La récession économique va fortement augmenter le chômage

- ◆ Moins le système public et social est solide, plus le pays est exposé (en Pologne, Hongrie ou République tchèque, santé et retraites ont été privatisées sur recommandation du FMI et de l'OCDE).
- ◆ Les pays pauvres qui comptaient importer et investir pour sortir de la crise alimentaire de 2008 auront du mal à emprunter : les émeutes de la faim ne font que commencer...
- ◆ Au niveau mondial, le nombre des chômeurs devrait passer de 190 millions en 2007 à 210 millions fin 2009, celui de travailleurs pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour augmenter de 40 millions.
- ◆ En ce qui concerne les pays développés, et selon les projections de l'OCDE, en 2009 la France entre en récession avec une croissance négative de -0,9 % du PIB ; et le chômage augmente de 8 millions de personnes dans les pays de l'OCDE, voyant au passage encore augmenter le fossé entre riches et pauvres.

# L'Europe malade du néolibéralisme

## L'Union européenne malade d'un trop plein de finance

Depuis le Traité de Rome en 1957, les Etats membres construisent l'Union par l'ouverture des marchés à la concurrence. Dès les années 1980, l'arrivée de R. Reagan aux Etats-Unis et de M. Thatcher au Royaume-Uni, qui cimentent le néolibéralisme, intensifie les choix européens vers le désastre de la privatisation et de la dérégulation. Malgré des différences sociales considérables entre les pays, les gouvernements font le choix d'une Union économique ; et en 1986, avec l' "Acte Unique", l'Union se conforme à la mondialisation néo-libérale.

## L'Union européenne en manque de démocratie

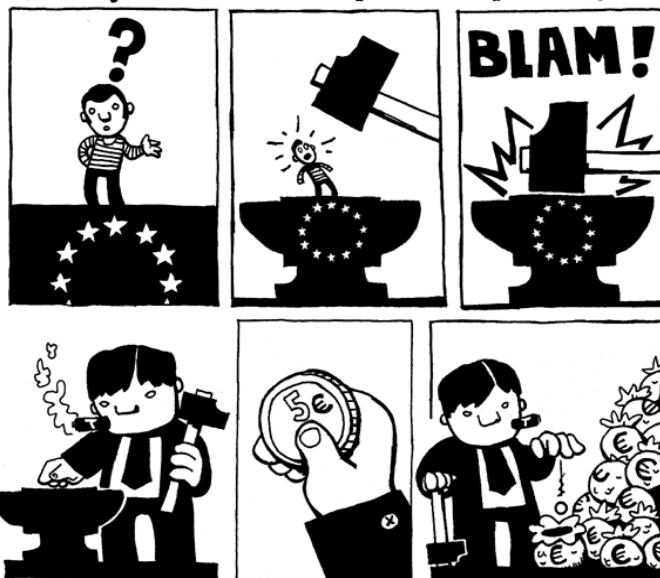
Jusqu'aux années 90, des attaques spéculatives sur les monnaies européennes déstabilisent le Marché Commun : la mise en place d'une monnaie unique est alors décidée (Traité de Maastricht). Les pays « Euro » décident de critères économiques sévères à respecter (le "pacte de stabilité") et rendent la Banque Centrale Européenne indépendante du contrôle des Etats. Le déficit public est restreint, la BCE fixe les taux d'intérêt les plus hauts possible pour lutter contre l'inflation et refuse la hausse des salaires.... Tout ceci sans aucune concertation citoyenne.

## Solidarité et coopération zéro

Pris à leur propre piège, les Etats sont entravés par des obligations et interdictions favorisant le laisser-faire financier au détriment de la décision politique ; ils ne peuvent pas protéger leurs économies réelles lorsque des bulles spéculatives entraînent la crise.

Les plans de relance annoncés dans les pays de l'UE se font individuellement et se fondent à nouveau sur le néo-libéralisme sans intégrer les crises sociale et écologique.

### Quelle place offre l'Europe au simple citoyen?



Titom 01

# les fonds, vampires de la finance

Dans le capitalisme contemporain, ce sont en général des fonds qui réunissent les placements (« produits financiers », SICAV, FCP...) et les jouent en bourse, en achetant et en revendant des actions :

## Les fonds souverains

Détenus par des États, ils peuvent refinancer des banques (comme récemment le Fonds français : 20 milliards d'€), mais sont parfois stratégiques (quand la Chine subventionne la dette US pour garantir ses exportations). Les plus importants sont dans le Golfe et en Extrême-Orient.

## Les fonds d'investissements

Appelés aussi « hedge funds », ils gèrent des milliers de milliards de \$. Pour obtenir des plus-values sur le capital, on spéculé sur les écarts de prix (arbitrage) ; on s'engage à acheter contre une prime (option), ou, dans un contrat à terme, à vendre ce qu'on ne possède pas (vente à découvert) ; par des fonds LBO (TPG, AXA), on achète à crédit une entreprise et on rembourse en la revendant (effet de levier) ; ou bien on rachète aux banques (par la titrisation) des prêts hypothécaires... d'où la crise des « subprimes » ! Ces fonds exercent une pression considérable sur les entreprises dont ils exigent des taux de profit très élevés (jusqu'à + de 15% !), les contraignant à restructurations et délocalisations.



**L'ACTIONNARIAT:  
VERS UN CAPITALISME TOTAL?**

## Les fonds de pension

Ils récoltent les versements de salariés pour promettre une retraite par capitalisation, ou (comme PER, Préfon) compléter une retraite par répartition (basée elle au contraire sur la solidarité intergénérationnelle). Le capital placé est géré comme un fonds spéculatif... la retraite dépend alors de la Bourse ! or ces fonds ont perdu près de 2000 milliards de \$...

Toutes ces spéculations menées par les traders sont directement cause de la crise. Or rien n'est venu - ni du G20 ni de l'Union Européenne ni de la France réfréner ce système dans lequel la recherche d'un bénéfice véral à court terme est insouciante de l'économie réelle.



## paradis fiscaux = zones de non-droit

Bermudes, Monaco, Luxembourg... Il sont une cinquantaine dans le monde (dont la moitié en Europe) et sont les paradis de la finance sans loi, grâce à quatre avantages : une fiscalité réduite ou nulle ; le secret sur les comptes bancaires ; des autorités qui refusent de collaborer avec celles des pays tiers ; et la possibilité d'y créer très facilement des sociétés.

### Les paradis fiscaux favorisent l'évasion fiscale et l'injustice sociale

L'évasion fiscale des riches et des multinationales provoque un manque à gagner par an de 50 milliards d'euros pour la France et de 300 milliards de dollars pour les Etats-Unis ! Avec des conséquences en cascade sur les Etats et leurs citoyens : baisses d'impôts sur les riches et les entreprises pour attirer les investissements ; aggravation des déficits budgétaires, réduction des investissements publics et de l'activité des services publics et sociaux ; report de la fiscalité des Etats sur les pauvres et les classes moyennes, qui eux paient leurs impôts.



### Les paradis fiscaux blanchissent l'argent sale

Ils recyclent l'argent des trafics illicites (trafics d'êtres humains, de drogue, d'armes, financement du terrorisme...) : de 600 à 1500 milliards de dollars par an selon le FMI. Il est à noter que les paradis fiscaux sont utilisés par les Etats pour y faire transiter les commissions occultes (voir l'affaire Elf!) et l'argent de la corruption.

### Les paradis fiscaux favorisent les crises financières

La crise actuelle est liée aux paradis fiscaux, car ils permettent une mobilité incontrôlée des capitaux. Leur utilisation s'est généralisée depuis 30 ans avec les déréglementations et les dérégulations liées à la mondialisation néolibérale. Ils accueillent 400 banques (elles y ont quasiment toutes des filiales), les deux tiers des fonds spéculatifs (plus de 10000 milliards de dollars), 2 millions de sociétés-écrans (toutes les sociétés du CAC 40 ont ce type de filiales).

## au fait, la bourse, à quoi ça sert ?

### Au départ, un moyen de développer les entreprises...

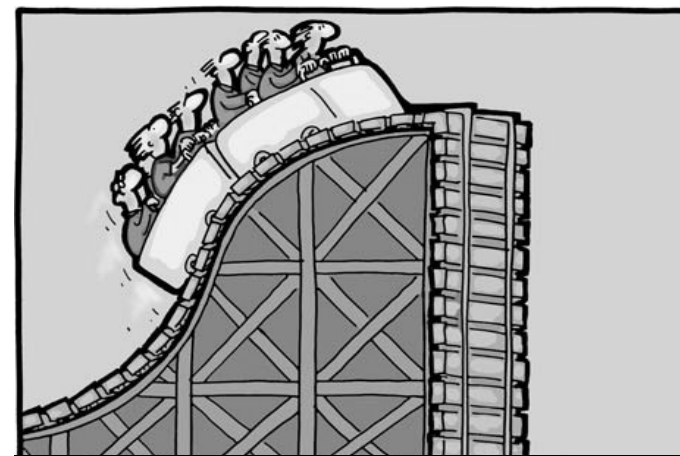
Une entreprise qui souhaite développer ses activités se fait financer en vendant des actions (dans les marchés que sont les bourses : à New-York, Londres, Paris...). En fonction de la réussite de l'entreprise, il peut y avoir bénéfice - ou perte - pour l'actionnaire : rien de choquant pour l'instant.

Le problème, c'est qu'en fait, la valeur de l'action change sans rapport avec la santé réelle de l'entreprise : plus il y a de propositions de vente, moins l'action est cotée, et inversement. Son prix dépend alors de l'offre et de la demande (la "loi du marché") : c'est là que la spéculation entre en jeu.

### ... aujourd'hui au service de la spéculation pure !

Les bourses abritent la spéculation, principale activité, par exemple, des fonds d'investissements, qui s'enrichissent en jouant sur les variations de prix et sur le comportement moutonnier du "marché" (un mouvement se déclenche, et tout le monde se précipite pour faire pareil!).

La bourse, censée indiquer la santé des entreprises, est ainsi la cause de leur mauvaise santé : des mouvements massifs d'actions provoquent des variations brutales des cours, on en déduit que l'entreprise va mal, les banques lui prêtent moins facilement, ce qui la fragilise. De plus, la partie des bénéfices qui est attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes n'est pas redistribuée aux salariés.



### Les bourses, un marché sans foi ni loi

Dans la crise des "subprimes", ce sont les bourses qui ont rendu possible la vente par les banques de packs financiers soit-disant sans risque et qui allaient rapporter gros. Dans ces produits se cachaient en fait des actions à fort risque... Et quand la machine s'est dérégulée, ce très mauvais placement a fini par entraîner dans sa chute tous ceux qui y avaient cru !